

Révisionnisme en Europe centrale et orientale

Frénésie nationaliste en Hongrie

par Corentin Léotard

LE MONDE *diplomatique*

Frénésie nationaliste en Hongrie

« **A**près quarante-

six années d'occupation et deux décennies ambiguës de transition, la Hongrie a retrouvé son droit et sa capacité à l'autodétermination », affirme le programme « de coopération nationale » de l'Alliance civique hongroise (Fidesz). Dominant la scène politique depuis 2010, le national-conservatisme du premier ministre Viktor Orbán (1) prétend ainsi reconnecter la Hongrie au supposé cours naturel des choses et rejeter la gauche, qu'elle soit postcommuniste ou libérale, dans le camp des partisans d'une histoire honnie. Les rues portant une référence au communisme

ou à des penseurs comme Karl Marx et Friedrich Engels ont été débaptisées, la place de la République étant quant à elle renommée « place Jean Paul-II ». Pour donner à sa vision des choses une légitimité scientifique, le gouvernement a fondé en 2014 l'institut Veritas, composé de vingt-six spécialistes missionnés pour « *réévaluer les recherches historiques* ». Ils sont dirigés par Sándor Szakály, un historien invité dans les conférences organisées par le parti d'extrême droite Jobbik et considéré comme révisionniste par les médias de gauche. L'une de ses recherches l'a conduit à qualifier d'« *opération de police contre des étrangers* » la déportation de plusieurs milliers de Juifs vers l'Ukraine en 1941. Veritas concentre ses efforts sur l'entre-deux-guerres, période de référence pour le camp nationaliste, marquée par la régence autoritaire, conservatrice et irrédentiste de Miklós Horthy, qui avait maté la République des conseils de Béla Kun en 1919. Mais, en raison de sa collaboration avec l'Allemagne nazie et de sa responsabilité dans le génocide des Juifs, le Fidesz ne peut entreprendre pleinement la réhabilitation de ce régime. Lors de son premier passage au pouvoir (1998-2002), le Fidesz

avait lancé son entreprise de réécriture d'un passé plus désirable en inaugurant la Maison de la Terreur, sorte de musée postmoderne dont la vocation est de mettre en lumière les crimes des « *totalitarismes nazi et communiste* »... mais surtout communiste. En érigeant sur la place de la Liberté de Budapest, à l'été 2014, un Mémorial aux victimes de l'occupation allemande, le pouvoir a tenté de présenter la Hongrie (symbolisée par l'archange Gabriel) comme une victime de l'Allemagne nazie, et non comme son alliée au sein de l'Axe (de 1941 à 1944). À cinquante mètres de ce monument, sur le parvis d'un temple calviniste, trône un buste de Horthy dévoilé en novembre 2013 par des députés du parti Jobbik. S'ajoute à cet imbroglio, sur la même place, un imposant Mémorial aux héros soviétiques, lui-même pointé d'un doigt menaçant par un Ronald Reagan en bronze inauguré par M. Orbán à l'été 2011 afin d'honorer la mémoire de « *l'homme qui a vaincu le communisme* ».

Ce récit national taillé sur mesure par et pour la droite est imprimé dans les nouveaux manuels scolaires, dont l'édition a été reprise en main par l'État.

Plusieurs écrivains antisémites et pronazis de l'entre-deux-guerres ont ainsi trouvé leur place au programme de littérature, comme József Nyírő, dont les cendres ont été rapatriées d'Espagne au printemps 2012 puis inhumées par le président du Parlement, M. László Kövér. Le pouvoir dispose de moyens illimités pour tenter de faire adhérer à son projet national-chrétien une société hongroise pourtant fermement engagée sur la voie de la déchristianisation et de l'émancipation. Face à lui, tout contre-récit antifasciste est quasiment inexistant.

Corentin Léotard
Journaliste.